

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

Handelingen

Annales

INTEGRAAL VERSLAG
VAN DE OPENBARE VERGADERING VAN DE

COMPTE RENDU INTÉGRAL
DE LA RÉUNION PUBLIQUE DE LA

COMMISSIE
VOOR DE HERZIENING VAN DE GRONDWET
EN DE HERVORMING DER INSTELLINGEN

COMMISSION
DE LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION
ET DE LA RÉFORME DES INSTITUTIONS

VAN

DU

08-02-2000

08-02-2000

Inhoud

Dinsdag 8 februari 2000

COMMISSIE VOOR DE HERZIENING VAN DE GROND- WET EN DE HERVORMING DER INSTELLINGEN COM 112

Samengevoegde interpellaties van :

- de heer Jean-Jacques Viseur tot de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken over "het gevolg dat werd gegeven aan de in de plenaire vergadering van 23 december 1999 door de minister van Justitie afgelegde verklaring dat beide voor de institutionele hervormingen bevoegde ministers ermee werden belast een studie over de hervorming van de taalwetgeving te laten uitvoeren" (nr. 223)

- de heer Bart Laeremans tot de vice-eerste minister en minister van Begroting, Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie over "de hervormingen inzake het Brussels gerecht" (nr. 239)

(Het antwoord werd verstrekt door de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken)

sprekers : **Jean-Jacques Viseur**, **Bart Laeremans**, **Louis Michel**, vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken, **Claude Desmedt**

Moties

3

6

Sommaire

Mardi 8 février 2000

COMMISSION DE LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION ET DE LA RÉFORME DES INSTITUTIONS - COM 112

Interpellations jointes de :

- M. Jean-Jacques Viseur au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "les suites réservées à l'annonce faite en séance plénière par le ministre de la Justice, le 23 décembre 1999, que les deux ministres responsables des réformes institutionnelles ont été chargés d'une étude relative à la réforme de la législation linguistique" (n° 223)

- M. Bart Laeremans au vice-premier ministre et ministre du Budget, de l'Intégration sociale et de l'Economie sociale sur "les réformes judiciaires à Bruxelles" (n° 239)

(La réponse a été donnée par le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères)

orateurs : **Jean-Jacques Viseur**, **Bart Laeremans**, **Louis Michel**, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, **Claude Desmedt**

3

6

AGALEV-ECOLO	:	Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
CVP	:	Christelijke Volkspartij
FN	:	Front National
PRL FDF MCC	:	Parti Réformateur libéral - Front démocratique francophone - Mouvement des Citoyens pour le Changement
PS	:	Parti socialiste
PSC	:	Parti social chrétien
SP	:	Socialistische Partij
VLAAMS BLOK	:	Vlaams Blok
VLD	:	Vlaamse Liberalen en Democraten
VU&ID	:	Volksunie&ID21

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 50 0000/000 : Parlementair Document van de 50e zittingsperiode +
het nummer en het volgnummer
QRVA : Schriftelijke Vragen en Antwoorden
HA : Handelingen (Integraal Verslag)
BV : Beknopt Verslag
PLEN : Plenumvergadering
COM : Commissievergadering

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 50 0000/000 : Document parlementaire de la 50e
législature, suivi du n° et du n° consécutif
QRVA : Questions et Réponses écrites
HA : Annales (Compte Rendu Intégré)
CRA : Compte Rendu Analytique
PLEN : Séance plénière
COM : Réunion de commission

Officiële publicaties uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Bestellingen :
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : alg.zaken@deKamer.be

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants
Commandes :
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : aff.generales@laChambre.be

COMMISSION
DE LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION
ET DE LA RÉFORME DES INSTITUTIONS

RÉUNION PUBLIQUE DU
MARDI 8 FÉVRIER 2000

COMMISSIE
VOOR DE HERZIENING VAN DE GRONDWET
EN DE HERVORMING DER INSTELLINGEN

OPENBARE VERGADERING VAN
DINSDAG 8 FEBRUARI 2000

De vergadering wordt geopend om 15.00 uur door de heer **Herman De Croo**, voorzitter.

La réunion est ouverte à 15.00 heures par M. **Herman De Croo**, président.

Interpellations jointes de :

- M. Jean-Jacques Viseur au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "les suites réservées à l'annonce faite en séance plénière par le ministre de la Justice, le 23 décembre 1999, que les deux ministres responsables des réformes institutionnelles ont été chargés d'une étude relative à la réforme de la législation linguistique" (n° 223)

- M. Bart Laeremans au vice-premier ministre et ministre du Budget, de l'Intégration sociale et de l'Economie sociale sur "les réformes judiciaires à Bruxelles" (n° 239)

(La réponse sera donnée par le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères)

Samengevoegde interpellaties van :

- de heer Jean-Jacques Viseur tot de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken over "het gevolg dat werd gegeven aan de in de plenaire vergadering van 23 december 1999 door de minister van Justitie afgelegde verklaring dat beide voor de institutionele hervormingen bevoegde ministers ermee werden belast een studie over de hervorming van de taalwetgeving te laten uitvoeren" (nr. 223)

- de heer Bart Laeremans tot de vice-eerste minister en minister van Begroting, Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie over "de hervormingen inzake het Brussels gerecht" (nr. 239)

(Het antwoord zal worden verstrekt door de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken)

M. Jean-Jacques Viseur (PSC) : Monsieur le président, monsieur le ministre, c'est bien au titre de vice-premier ministre que je vous interpelle.

En septembre 1999, le ministre de la Justice avait laissé entendre à la presse qu'il ne s'opposerait pas à une modification de la loi de 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire, laquelle exige un quota de deux tiers de magistrats bilingues à Bruxelles.

L'article 43, § 5, de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues prévoit ce quota bilingue; il n'a cependant jamais été atteint depuis cette date. Comme ses collègues des autres arrondissements judiciaires du pays, le juge bruxellois siège uniquement dans la langue de son diplôme. Le manque de candidats francophones - et même néerlandophones - remplissant la condition de bilinguisme est patent. Bruxelles subit donc un nombre insuffisant de magistrats.

Le ministre de la Justice a mis sur pied une commission, équilibrée du point de vue linguistique, composée de magistrats, d'avocats et d'experts pour examiner la situation et formuler des suggestions. A la fin de l'année 1999, la commission a rendu son rapport.

Un des membres de cette commission a souligné, via la presse, qu'une des propositions émises annonçait la création d'un cadre extraordinaire temporaire qui permettrait, en dérogeant momentanément à la loi actuellement en vigueur, de faire face à la situation de crise.

Le 23 décembre, j'ai interrogé le ministre de la Justice qui m'a répondu que les deux ministres responsables des réformes institutionnelles ont été chargés d'une étude relative à la réforme de la législation linguistique. Le même jour, le communiqué du conseil des ministres indiquait que les ministres s'étaient penchés sur le rapport intermédiaire de la commission sur l'arriéré judiciaire à Bruxelles et qu'ils avaient décidé une série de mesures n'incluant aucune modification de la législation.

Je n'affirme pas qu'il y a une contradiction formelle : en effet, des mesures peuvent être prises tout en chargeant les ministres des réformes institutionnelles de cette étude; on peut alors dire que les mesures prises sont

Jean-Jacques Viseur

immédiates et ne demandent aucune modification de la législation. Néanmoins, une première question peut se poser : en décidant ces mesures n'incluant aucune modification de la législation, peut-on parler ou non de renoncement à procéder à une étude quant à la modification de la législation ?

Une deuxième question surgit : une commission de sages, linguistiquement équilibrée, a formulé des suggestions. Or, on sait que le déficit du nombre de magistrats atteint 30% à Bruxelles. Pourtant, cette commission semble dire que la cause exclusive des retards bruxellois n'est pas due à une insuffisance de cadre, mais à une insuffisance de son occupation : faut-il donc renoncer définitivement à procéder à une révision de la loi en la matière ?

Une troisième question vise à savoir si une décision rapide pourrait intervenir en la matière - on sait à quel point cette demande est régulièrement formulée par les magistrats et les avocats bruxellois - ou bien si les suggestions apportées ne sont pas retenues. Dans ce cas, l'étude consisterait en un enterrement de première classe de cette problématique. Ou bien encore l'insertion de cette question serait-elle prévue dans des discussions plus larges ou dans une négociation plus globale ? Alors, l'analyse de cette situation serait reportée sinon aux calendes grecques au moins à un avenir assez lointain.

Pourtant, l'urgence de l'affaire nous semble permanente et ses conséquences particulièrement nuisibles pour le fonctionnement de la justice à Bruxelles.

De heer **Bart Laeremans** (Vlaams Blok) : Mijnheer de voorzitter, mijn interpellatie was in deze commissie inderdaad gericht aan de bevoegde minister voor de Institutionele Hervormingen. In een vroegere interpellatie met collega Milquet en enkele anderen had men oorspronkelijk gepland dat vice-eerste minister Michel zou antwoorden en die heeft dat uiteindelijk niet gedaan. Hij liet toen alles over aan vice-eerste minister Vande Lanotte omdat het blijkbaar de bedoeling was om de bevoegde Nederlandstalige vice-eerste minister te laten antwoorden op de Nederlandstalige vragen. Blijkbaar ziet men van dat principe af. Dit verwondert mij, maar we zullen wel horen wat het antwoord zal zijn.

Mijnheer de minister, ik ben blij dat deze problematiek in deze commissie wordt behandeld en niet in de commissie voor de Justitie, want het betreft inderdaad een institutionele aangelegenheid die ook heeft te maken met de taalproblematiek, de rechten van de Vlamingen in Brussel, de rechten van de Vlamingen in de Rand en dergelijke meer en onvermijdelijk ook met de structuur van het gerechtelijk arrondissement.

In de vorige legislatuur diende ikzelf een voorstel in - het is nu in hermaak voor deze legislatuur - tot splitsing van het gerechtelijk arrondissement op asymmetrische wijze.

Ik deed dit onder meer omwille van de taalproblematiek in Brussel die vrij complex is en uiteindelijk op die manier goed zou kunnen worden opgelost. Ik wees toen op de zwakke aandacht van het Parket voor Halle-Vilvoorde. We moeten vaststellen dat heel wat burgemeesters klagen dat het gerecht, en zeker het parket van Brussel, nauwelijks aandacht heeft voor de veiligheidssituatie aldaar. Er zijn ook de taalproblemen in Halle-Vilvoorde in de zin dat wij er geconfronteerd worden met anderstalige of Franstalige substituten die geen woord Nederlands kennen. Omgekeerd is dit veel minder het geval. Er zijn heel wat officieel eentalig Nederlandstalige substituten, maar die kennen dan toch wel een mondje Frans om te kunnen converseren. Omgekeerd is dat vaak niet het geval. Ook daarom zijn er heel wat redenen om tot een herstructurering van het gerechtelijk arrondissement over te gaan.

Het huidige arrondissement Brussel-Halle-Vilvoorde is bijzonder groot en onoverzichtelijk. Tegenwoordig hebben we reeds ongeveer honderd parketmagistraten. Dit is onbeheersbaar voor heel wat mensen, in de eerste plaats voor de procureur van Brussel zelf. Het feit dat die man op heel wat gebieden faalt heeft niet enkel te maken met zijn eigen persoonlijkheid en zijn gebreken, maar ook met de structuur van het parket.

Dat waren mijn argumenten die ik nu niet verder ga uitdiepen omdat ik weet dat ik u daarvan misschien minder kan overtuigen. Er werd door dokter-ingenieur André Demoor en de heer Eddy Frans van de VZW De Rand, een instelling die door de Vlaamse regering in het leven werd geroepen om de sociale verdringing in de Rand rond Brussel tegen te gaan, een document rondgestuurd - ik zal u daarvan dadelijk een exemplaar bezorgen - naar onder meer de minister van Justitie. Zij hebben ook heel wat pertinente argumenten om zo snel mogelijk tot een herstructurering van het gerechtelijk arrondissement over te gaan, onder andere omdat het gerechtelijk arrondissement, zoals dat nu bestaat, een anomalie is en een anachronisme.

We hebben ondertussen een indeling in gewesten en gemeenschappen en dit gerechtelijk arrondissement is het enige dat zich over twee taalgebieden uitstrekt en bovendien over twee verschillende gewesten. Op die manier omzeilt men op een subtiel manier de taalwetten en de Grondwet. Sinds de jaren '80 hebben wij ook de splitsing van de Orde op basis van het asymmetrische voorstel dat nu voor het gerechtelijk arrondissement gedaan wordt en perfect draait.

De verstandhouding tussen Nederlandstalige en Franstalige advocaten is in Brussel nog nooit zo goed geweest omdat elk over zijn eigen omschrijving beschikt. Op die manier wordt ook recht gedaan aan de Neder-

Bart Laeremans

landstaligen aangezien de Vlamingen vroeger binnen de Orde van Advocaten amper een of twee vertegenwoordigers hadden of drie op vijftien, terwijl zij nu op een volwaardige en evenwaardige manier kunnen converseren met de Franstaligen.

Dat functioneert tot ieders tevredenheid, ook die van de Franstaligen. Er zijn ook heel wat andere argumenten omdat de diverse Gemeenschappen eigen decreten en wetgeving creëren waar andere straftoemetingen van toepassing zijn.

De Vlaamse Gemeenschap heeft zijn instelling in Brussel, de VGC. De Franstaligen hebben hun instelling, de Cocof. Door een splitsing van het gerecht weet men ook veel duidelijker bij welke rechter men terecht komt en heeft men ook meer eerbied voor de taalkeuze die men maakt. Nu evenwel ervaart men druk van Franstalige rechters om toch maar in het Frans zijn zaak voort te zetten.

Er is de indeling in taalgebieden. De band met de rand in Brussel weerhoudt ons ervan te pleiten voor een volledige splitsing van het arrondissement in een eentalig gerechtelijk arrondissement Halle-Vilvoorde en een tweetalig arrondissement Brussel. Wij vinden het overbodig dat er in Halle-Vilvoorde een apart justitiepaleis zou komen. Halle-Vilvoorde is op Brussel aangewezen en daarom is een asymmetrische splitsing nog de meest wenselijke. Doch, indien uiteindelijk de taalwet ten nadele van de Nederlandstaligen zal worden gewijzigd, dan zal natuurlijk de roep om een volledige splitsing van het gerechtelijk arrondissement in een apart Vlaams arrondissement Halle-Vilvoorde opgang maken.

Mijnheer de minister, ik laat het hierbij wat de motivering betreft. Ik zal u de consideranten overmaken die door de VZW De Rand zijn opgesteld en die vanuit een objectieve hoek zijn neergeschreven.

Ook Vlaams minister-president Patrick Dewael van de VLD heeft heel uitdrukkelijk gezegd geen taalwetwijziging te kunnen accepteren zonder er institutionele gevolgen aan gekoppeld te zien, met name de splitsing van het gerechtelijk arrondissement. Het is absoluut onaanvaardbaar dat er eenzijdig, op verzoek van de Franstaligen, zou worden overgegaan tot een herziening van de taalwet, maar dat de Vlamingen met hun desiderata omtrent Halle-Vilvoorde in de kou blijven staan. Het is al te gemakkelijk op een drafje in te gaan op een aantal Franstalige eisen en de Vlamingen te laten ronddobberen in de Costa zonder dat er daar ooit aan de Vlaamse eisen tegemoet wordt gekomen.

Mijnheer de minister, ons voorstel voor de asymmetrische splitsing loopt gelijk met dat van de VZW De Rand. Die splitsing kan zeer snel worden doorgevoerd. Dan is

ook het taalprobleem opgelost, want dan wordt automatisch de hele taalwet opnieuw besproken. Voor ons kan de taalwet worden besproken, maar dan wel in het kader van een asymmetrische splitsing van het gerechtelijke arrondissement.

M. Louis Michel, ministre : Monsieur le président, chers collègues, je souhaite rappeler avant tout que, dans son rapport, la "commission concernant l'arriéré judiciaire à Bruxelles" formule un certain nombre de propositions afin de réduire l'arriéré judiciaire au sein des différentes juridictions bruxelloises. Ses propositions ne se limitent pas à la création de cadres exceptionnels et temporaires pour le tribunal et le parquet de première instance, ainsi que pour la cour d'appel. Elle formule également d'autres propositions que le gouvernement a d'ores et déjà décidé de mettre en oeuvre, comme :

- l'engagement de 4 magistrats supplémentaires pour les tribunaux de police;
- la création de 12 places supplémentaires de conseillers suppléants à la cour du travail;
- l'engagement de juristes contractuels au parquet.

Il faut également préciser que les observations de la commission relatives à la difficulté excessive des examens linguistiques ont bien été entendues par le gouvernement puisque ce dernier a décidé, lors du conseil des ministres du 23 décembre dernier, que l'arrêté royal relatif à l'organisation des examens linguistiques serait revu. Il en va de même de la composition de la commission qui organise les examens. Cet élément me semblait devoir être précisé puisque, comme vous le savez, le niveau des examens ne se justifie pas, compte tenu du fait que les magistrats ne peuvent siéger que dans la langue de leur diplôme. Ce niveau de connaissance exigé de la seconde langue explique que le cadre n'a jamais été rempli depuis 1935.

Le gouvernement a décidé de ne pas trancher encore la question du management central de l'organisation des tribunaux de police, comme suggéré dans le rapport. Cette suggestion de la commission n'est pas écartée : elle est mise à l'examen.

Ik herhaal dat de examens aangepast moeten worden aan het niveau van tweetaligheid dat vereist is voor de functie van magistraten.

Dit voorstel wil een antwoord bieden aan de oververzadiging van de Brusselse rechtbanken. De twee ministers die bevoegd zijn voor de institutionele hervormingen zullen in overleg met de minister van Justitie oplossingen zoeken om de gerechtelijke achterstand in Brussel weg te werken. De regering is niet van plan het dossier te "begraven". Het Costa-overleg wordt niet belast met dit dossier. Ik herinner eraan dat het tussentijdse verslag op

Louis Michel

7 december 1999 werd voorgelegd. De regering moet haar politieke verantwoordelijkheid opnemen inzake de uitvoering van de voorstellen van het verslag. Dit dossier bevat heel wat knelpunten. Dat is de reden waarom de hervorming van de wet van 15 juni 1935 niet aan bod is gekomen. De regering heeft reeds laten weten dat ze van plan is dit probleem aan te pakken. Ze zal een structurele oplossing uitwerken zoals ze dat reeds gedaan heeft in andere niet afgewerkte dossiers. Een structurele oplossing is nodig opdat iedereen opnieuw toegang kan krijgen tot de diensten van justitie.

M. Jean-Jacques Viseur (PSC) : Monsieur le président, je prends acte de la réponse du ministre. Le gouvernement va rechercher une solution et il ne s'agit donc pas d'un enterrement de première classe. Dès lors que nous nous dirigeons dans cette voie, il aurait été particulièrement utile de suivre la proposition de cadre extraordinaire temporaire permettant à ce tribunal de Bruxelles de fonctionner tout en se donnant le temps de trouver une solution définitive.

70% du cadre occupés signifie qu'un 1/3 de capacité de gestion de ce tribunal est impossible. C'est une réalité quotidienne et je ne puis que regretter qu'une solution temporaire n'ait pas été immédiatement adoptée, en sachant bien que la solution définitive sera difficile et fait partie d'un plus grand ensemble.

De heer **Bart Laeremans (Vlaams Blok) :** Mijnheer de minister, ik meen dat u in verband met het taalexamen - dat eigenlijk in de commissie voor de Justitie zou moeten worden besproken - toch een al te gemakkelijke houding inneemt. U zegt dat het taalniveau van de rechters niet zo perfect moet zijn, want ze zetelen slechts in één taal. Daar ben ik het niet mee eens, mijnheer de minister.

Wanneer men een taalexamen heeft afgelegd, komt men in aanmerking voor verschillende functies, zoals bijvoorbeeld de functie van vrederechter, waardoor men perfect in twee talen moet kunnen zetelen. Men moet de twee bevolkingsgroepen vertrouwen kunnen inboezemen. Op een bepaald ogenblik werd het examen wel erg technisch waardoor een aanpassing nodig bleek. Een versoepeling van het taalexamen, zodanig dat het niveau ervan zou verlaagd worden, is voor het Vlaams Blok absoluut onaanvaardbaar.

U zegt uitdrukkelijk, mijnheer de minister, dat de COSTA met deze materie niet zal belast worden. Ik moet vaststellen dat de Franstaligen erin slagen alle voor hen interessante dossiers, zoals het onderwijs, de naturalisatie, het Brussels gerecht, buiten de COSTA te houden. Alle dossiers waarin de Franstaligen vragende partij zijn, zullen door deze regering wel worden geregeld. De Vlamingen blijven met hun problemen achter in de COSTA. Er staat hiertegenover geen enkele debatruimte

waar de Franstaligen vragende partij zijn. Dat is uw sublieme strategie. Dit toont voor de zoveelste maal aan dat deze regering gedomineerd wordt door de Franstaligen en dat u, mijnheer de minister, de baas bent van deze regering en niet Guy Verhofstadt.

Ik heb u niets horen zeggen over de mogelijkheid van de splitsing van het gerechtelijk arrondissement, terwijl dit wel weerhouden was door de commissie die de studie in Brussel heeft gedaan. Dit is het zoveelste bewijs dat de Vlamingen in de kou blijven staan en dat enkel met de eisen van de Franstaligen wordt rekening gehouden. Het feit dat u hier zit en niet uw collega is daar een zoveelste illustratie van.

Ik zal u de nota van de VZW De Rand overhandigen. Dan kan u deze aan uw collega, minister Vande Lanotte, overmaken.

M. Claude Desmedt (PRL FDF MCC) : Monsieur le président, je remercie le vice-premier ministre pour sa réponse. Ce dernier nous a fait part de la position adoptée par le gouvernement, le 23 décembre.

Je tiens à dire que je suis d'accord avec les pistes envisagées par le gouvernement.

Je voudrais simplement rappeler qu'il est urgent de régler ce problème. J'ai déjà interpellé le précédent ministre de la Justice sur cette question, il y a plusieurs années.

Comme l'a rappelé M. Viseur, pratiquement 40% du cadre sont manquants au tribunal de première instance de Bruxelles.

La solution préconisant un cadre exceptionnel et temporaire serait une bonne chose dans la mesure où cela ne nécessite pas de modification de la loi linguistique.

Je suppose que le ministre chargé des affaires institutionnelles et son collègue vont plancher sur cette question.

Personnellement, en tant que parlementaire bruxellois, je me permets d'insister une nouvelle fois sur l'urgence de trouver une solution à ce problème chronique et récurrent que constitue l'insuffisance du cadre au tribunal de première instance.

M. Louis Michel, ministre : Je ne vais pas revenir sur le fond mais je précise que j'ai répondu au nom de M. Vande Lanotte et de moi-même. Cette réponse a donc été concertée. Mon collègue n'est pas présent tout simplement parce qu'il est retenu par d'autres obligations dont il n'a absolument pas pu se défaire.

Le président : En conclusion de cette discussion, des motions ont été déposées.

Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.

président

Une première motion de recommandation a été déposée par M. Jean-Jacques Viseur et est libellée comme suit :

"La Chambre, ayant entendu les interpellations de MM. Jean-Jacques Viseur et Bart Laeremans

et la réponse du vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, - déplore que le gouvernement n'ait pas suivi la recommandation du groupe d'experts de créer un cadre extraordinaire temporaire qui permette à court terme de procéder à des nominations sur la base des nécessités du service;

- recommande que le ministre prenne une initiative pour permettre à très court terme de remplir les cadres par des nominations de magistrats dans les juridictions bruxelloises."

Een eerste motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Jean-Jacques Viseur en luidt als volgt :

"De Kamer, gehoord de interpellaties van de heren Jean-Jacques Viseur en Bart Laeremans

en het antwoord van de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken, - betreurt dat de regering geen gevolg gegeven heeft aan de aanbeveling van de groep deskundigen die voorstelt te voorzien in een bijzonder tijdelijk kader dat op korte termijn benoemingen op grond van de noodwendigheden van de dienst mogelijk maakt;

- beveelt de minister aan een initiatief te nemen dat het mogelijk maakt op zeer korte termijn de personeelsformatie in te vullen dankzij benoemingen van magistraten in de Brusselse rechtscolleges."

Une seconde motion de recommandation a été déposée par MM. Bart Laeremans et Hagen Goyvaerts et est libellée comme suit :

"La Chambre, ayant entendu les interpellations de MM. Jean-Jacques Viseur et Bart Laeremans

et la réponse du vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, - demande que le problème de la situation linguistique de la Région bruxelloise soit traité dans le cadre de la COREE;

- demande la scission de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles-Hal-Vilvorde."

Een tweede motie van aanbeveling werd ingediend door de heren Bart Laeremans en Hagen Goyvaerts en luidt als volgt :

"De Kamer, gehoord de interpellaties van de heren Jean-Jacques Viseur en Bart Laeremans

en het antwoord van de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken, - vraagt dat de behandeling van de taalproblematiek van het Brusselse Gewest zou plaatsvinden in het raam van de COSTA;

- vraagt de splitsing van het gerechtelijk arrondissement Brussel-Halle-Vilvoorde."

Une motion pure et simple a été déposée par MM. Jean Depreter et Claude Desmedt.

Een eenvoudige motie werd ingediend door de heren Jean Depreter en Claude Desmedt.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

- *De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.25 uur.*

- *La réunion publique de commission est levée à 15.25 heures.*